

Echos des mobilisations (13 février)

Alpes-Maritimes



La lutte a repris au collège Fabre de Nice quelques mois après notre première semaine de mobilisation. Les incidents se succèdent et les revendications demeurent : des AED supplémentaires, des profs sur les postes non pourvus, des AESH et le classement en éducation prioritaire. En novembre, un élève avait été hospitalisé en réanimation suite à une

bousculade dans les couloirs. Depuis une menace de suicide d'une élève depuis la cour la plus haute. Le dernier incident en date a impliqué une enseignante qui s'est retrouvée au sol en essayant de séparer des élèves : c'était la goutte de trop pour les personnels qui ont alors débrayé jeudi 12 février. **Le manque d'encadrement est criant et les personnels font le lien avec les postes, notamment plusieurs AED, qu'il nous manque. Ils en ont assez des maigres promesses des inspecteurs académiques qui ne sont pas tenues. C'est pourquoi le débrayage a été l'occasion d'aller au Rectorat, avec l'objectif d'être reçus par la Rectrice, et personne d'autre ! Ainsi, nous étions une vingtaine d'enseignants mobilisés, avec le soutien du syndicat FO.** L'équipe mobile de sécurité puis la directrice de cabinet de la Rectrice sont venues à notre rencontre afin de négocier notre départ. Ils ont d'abord proposé qu'on soit reçus par l'inspecteur académique adjoint, puis par l'inspecteur académique. Les collègues répondent alors unanimement : "ces personnes nous ont déjà reçus et admettaient eux-mêmes ne pas avoir les moyens de répondre à nos revendications, donc nous voulons uniquement rencontrer la Rectrice". Une rencontre avec le secrétaire général a également été proposée. Après débats, les enseignants décident de refuser : la Rectrice doit bouleverser son agenda et nous recevoir !

Nous lui écrivons alors de nouveau. **Les collègues font le lien avec la lettre du Ministre adressée le matin-même aux parents d'élèves au sujet de la violence, sans annoncer le moindre moyen supplémentaire pour encadrer correctement les élèves.** Nous rappelons également que la semaine passée, une enseignante de Sanary-sur-Mer a été poignardée en plein cours dans un établissement réputé tranquille. Les collègues se demandent ce qu'il pourrait alors advenir dans un collège comme le nôtre... Qu'il s'agisse de violence ou de santé mentale des élèves, les personnels font immédiatement le lien avec les moyens et les postes qu'il manque pour l'école publique et ne tombent pas dans des déclarations creuses.

Nous obtiendrons finalement un engagement écrit de la Rectrice le soir-même (elle n'avait pourtant pas le temps de nous recevoir : ne serait-ce pas qu'un simple problème d'agenda ?). L'inspecteur académique viendra au retour des vacances dans notre établissement et la Rectrice nous accordera une audience à la suite de cette visite. Les collègues savent que les promesses ne sont pas toujours tenues et que les belles paroles ne résoudront rien. Nous rappellerons encore une fois les moyens qu'il nous manque. Nous serons alors certainement accompagnés d'autres établissements qui ont déjà rapporté les mêmes difficultés à la Rectrice et qui portent des revendications communes. C'est ainsi que nous construisons un rapport de force pour enfin gagner.

Essonne

Des représentants de 9 établissements de l'Essonne se sont rassemblés avec FO devant la DSDEN et ont exigé d'être reçus par le CSA. Refus de la DSDEN mais une camarade de FO est descendue pour prendre les revendications et, de retour dans le CSA, elle a obligé l'administration à écouter les revendications.



Le soir même l'un des établissements avait une audience. Ils ont gagné un demi-poste d'AED et un poste de CPE alors qu'on leur avait dit que c'était impossible.

Hauts-de-Seine

Motion des enseignants du collège Louis Blériot (Levallois-Perret) le 13 février

« Les personnels d'éducation du Collège Louis Blériot de Levallois-Perret, réunis le vendredi 13 février en Heure d'Informations syndicales, ont pris connaissance de l'appel de la vingtaine d'établissements parisiens qui étaient en grève le 10 février et des collèges et lycées du département d'ores et déjà mobilisés pour obtenir une DHG à la hauteur des besoins. Les budgets pour les services publics sont amputés, entraînant une suppression de plus de 4 000 postes d'enseignants pour la rentrée 2026. Il est urgent d'exiger :

- *L'arrêt / annulation des suppressions massives de postes, de classes, de formations ;*
- *Une baisse généralisée des effectifs par classes alors que la France a le nombre d'élèves par classe le plus élevé des pays européens,*
- *Que l'argent public bénéficie en premier lieu à l'enseignement public alors que l'enseignement privé organise la ségrégation scolaire dans notre département.*

Il est urgent d'apporter aux coups portés par ce gouvernement une réponse ferme et collective. Comme l'indique l'assemblée générale de Paris, d'ici le 17 février, il s'agit « d'amplifier la mobilisation par les assemblées générales, les tournées d'établissements et d'écoles, d'organiser des brigades et d'organiser des initiatives en direction de ceux qui décident (rectorat, ministère...). » Nous ferons connaître cette motion à l'ensemble des établissements à commencer par les écoles, collèges et lycées (premier et second degrés de Levallois-Perret).

Pour le collège Louis Blériot, une année de plus, la DHG attribuée est insuffisante et nous retire deux divisions. La DSDEN joue sur les chiffres et les seuils. En effet, nous perdrons une sixième, parce qu'il n'y aurait que 120 élèves prévus en 6^e et 119 en 5^e. Nous avons tenu une journée portes ouvertes où les écoles de secteur annoncent au moins deux divisions de CM2 en plus que l'an passé, sans compter l'attractivité de notre établissement (deux sections sportives ; une classe CHAM). Ce serait donc bien plus que 120 élèves de sixième que nous pouvons accueillir.

Pour la cinquième qui fermerait, nous passerions de 5 sixième à 4 cinquième, ce qui a comme implication des classes de cinquième surchargées, alors que les classes de Sixième de cette année fonctionnent très bien.

Les prévisions nous paraissent minorer les effectifs mais même en se projetant sur ces chiffres, la situation serait intenable. Faire cours à des classes de 30 élèves est intenable pour qui entend promouvoir un enseignement de qualité soucieux de la réussite de chacune et chacun. Selon les prévisions, la quasi-totalité des classes de notre collège serait à 30 élèves par division : c'est impossible. Comment prendre en compte les élèves disposant d'un PAP ou un PPRE dans ces conditions ? Où accueillir les personnels AESH ? Comment intégrer les élèves ULIS ? Comment aider les élèves en difficultés dans ces conditions ?

Encore une fois, il y a urgence à obtenir les 60 heures que nous réclamons, pour permettre aux demi-groupes de fonctionner, pour permettre aux enseignements d'être TOUS dispensés et assurer un service public d'éducation de qualité. Il y a urgence parce que chaque année, lors de nos délégations, on promet de nous répondre en Juin. (...)

Nous serons nombreuses et nombreux en grève le 17 février, et nous nous réunirons dès le lendemain pour décider des suites du mouvement. »

Adoptée par 19 enseignants et personnels administratifs, soutenus par les sections syndicales SNES-FSU et SNFOLC

Hérault



Devant l'école Mozart à Montpellier :

Pour des remplaçants, des ATSEM, et la baisse des effectifs.

En défense de l'école publique, personnels et parents mobilisés !

Tarn

Grève des AESH de l'école de Victor Hugo de Graulhet : l'IEN annonce l'octroi d'un AESH supplémentaire sur l'école !

C'est une avancée pour les AESH de l'école de Victor Hugo qui sont à leur 3ème semaine de grève !

Pour autant, l'emploi du temps organisé pour la prise en charge de la situation d'inclusion compliquée laisse apparaître des temps où l'AESH qui accompagnerait cet enfant se retrouverait seule avec lui. Aussi, elles se réuniront lundi matin pour décider des suites de leur mouvement.

Le SNUDI FO 81 appelle toutes les équipes des écoles à faire le point sur le manque d'heures d'accompagnement, les besoins de places en ITEP/IME et à prendre des initiatives à l'instar des AESH de l'école de Victor Hugo de Graulhet pour obtenir les moyens qu'on nous doit !

Val d'Oise



L'école élémentaire Pierre Curie de Pierrelaye est fermée ce matin : l'ensemble des enseignants a décidé d'être en grève ce vendredi 13 février. Trop c'est trop !

Ils se sont adressés au DASEN pour "attirer solennellement" son "attention sur une situation d'une extrême gravité".

Le SNUDI FO 95 est venu leur apporter un soutien ce matin. Il communique leur action légitime et va s'adresser également au DASEN.

Voici quelques extraits de leur courrier collectif :

"Depuis la maternelle, cette élève présente des comportements d'une violence majeure, persistante et ciblée. Elle choisit systématiquement un camarade dans chaque classe et s'acharne sur lui/elle de manière répétée et intentionnelle. Les faits constatés incluent notamment : prise de la tête d'un camarade pour la frapper contre une table, arrachage de cheveux, coups portés à ses pairs, agressions physiques envers les adultes lorsqu'ils tentent de s'interposer. (...)

Nous sollicitons donc en urgence une solution pérenne et protectrice, et proposons, dans l'attente d'une orientation, un accueil systématique de cette élève avec un enseignant spécialisé ou un éducateur dédié, à temps plein.

À défaut de mise en place rapide d'une solution sécurisante au retour de l'enseignante titulaire, l'équipe, soutenue par les personnels périscolaires se verra contrainte d'engager une action de blocage de l'école le vendredi 13 février 2026, afin d'alerter sur la gravité de la situation et la mise en danger réelle des personnes (...)"

Partout où des situations similaires se produisent, il n'est plus possible de continuer de subir, sans réagir collectivement !

Les enseignants de cette école à Pierrelaye ont décidé la grève. Ils ont raison !